

## 17.2 LES MINEURS POURSUIVABLES

En 2025, 110 500 mineurs ont été mis en cause dans les affaires pénales poursuivables traitées par les parquets. 44 % d’entre eux ont exécuté une mesure alternative, dont 3,0 % une composition pénale et 44 % ont été poursuivis devant une juridiction pour mineurs ou ont vu leur affaire transmise à un juge d’instruction. Pour 12 % d’entre eux, le ministère public a classé l’affaire pour inopportunité des poursuites.

Le traitement judiciaire varie selon l’âge du mineur, la mesure alternative étant d’autant plus privilégiée que les mineurs sont jeunes : 74 % des mineurs mis en cause et poursuivables âgés de moins de 13 ans au moment des faits en font l’objet, contre 46 % des 13-15 ans et 37 % des 16-17 ans. Les filles font plus souvent l’objet d’une mesure alternative (57 %) que les garçons (41 %) ; et près de la moitié des garçons (48 %) font l’objet d’une poursuite contre un quart des filles (26 %). Ces traitements différenciés sont toutefois en partie liés à la nature des infractions, qui varie selon l’âge et le sexe du mineur.

Les poursuites sont plus fréquentes pour la détention et le trafic de stupéfiants (76 %), les vols et agressions sexuelles (63 %), les vols et recels aggravés (63 %) ou encore les outrages et rébellions (58 %). À l’inverse, les mesures alternatives aux poursuites dominent en matière de détention d’armes (59 %), le plus souvent une arme blanche, de destruction et dégradation (50 %), d’usage de stupéfiants et de circulation routière (48 % chacun), et de vol simple et recel (49 %).

En 2025, 48 500 auteurs mineurs ont vu leur affaire classée après réussite d’une procédure alternative aux poursuites, dont 3 400 suite à l’exécution d’une composition pénale. 28 % des procédures alternatives aux poursuites sont des sanctions de nature non pénale, 21 % des mesures ou activités d’aide ou de réparation réalisées directement auprès de la victime ou indirectement dans l’intérêt de la société et 16 % des avertissements.

Dans l’ensemble, le nombre de procédures alternatives aux poursuites exécutées diminue de 10 % par rapport à 2024, à l’exception du nombre de compositions pénales qui augmente de 3,4 %. Les compositions pénales prennent principalement la forme d’amendes, d’obligations de suivre des stages ou encore d’effectuer un travail non rémunéré au profit de la collectivité.

48 700 mis en cause mineurs ont été poursuivis en 2025, nombre quasi-stable (-0,2 %) par rapport à 2024. 5,6 % d’entre eux ont été poursuivis devant le juge d’instruction, les autres étant poursuivis devant une juridiction pour mineurs. Pour ces derniers, la poursuite prend le plus fréquemment la forme d’une convocation par officier de police judiciaire (COPJ) aux fins de mise à l’épreuve éducative (70 %). 23 % des mineurs sont poursuivis par convocation par PV du procureur aux fins de mise à l’épreuve éducative et 7,0 % par convocation par PV du procureur aux fins d’audience unique.

## Définitions et méthodes

Les données statistiques relatives à l’année 2025 sont provisoires.

Dans les statistiques du traitement par les parquets des affaires impliquant des mineurs, les mineurs sont comptabilisés selon leur première orientation.

L’âge indiqué correspond à celui au moment des faits. Depuis l’entrée en vigueur le 30 septembre 2021 du Code de la justice pénale des mineurs (CJPM), il est introduit une présomption de non-discernement pour les mineurs délinquants de moins de 13 ans.

**Juridictions pour mineurs** : cf. fiche 15.1

**Réparation** (art L. 422-1 du CJPM) : le procureur de la République, avant l’engagement des poursuites, a la faculté de proposer au mineur une mesure de réparation à l’égard de la victime ou dans l’intérêt de la collectivité.

**Avertissement pénal probatoire** : entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023, il a remplacé le rappel à la loi. Il ne peut intervenir que si l’auteur reconnaît sa culpabilité et que si le préjudice est réparé ou assorti d’une mesure alternative de réparation. L’infraction visée ne peut pas être un délit de violences contre les personnes, ni un délit commis à l’encontre d’une personne dépositaire de l’autorité publique ou d’une personne investie d’un mandat électif public. Cette décision est revue en cas de commission d’un nouveau délit dans un délai de deux ans. Ce délai est de un an en matière contraventionnelle.

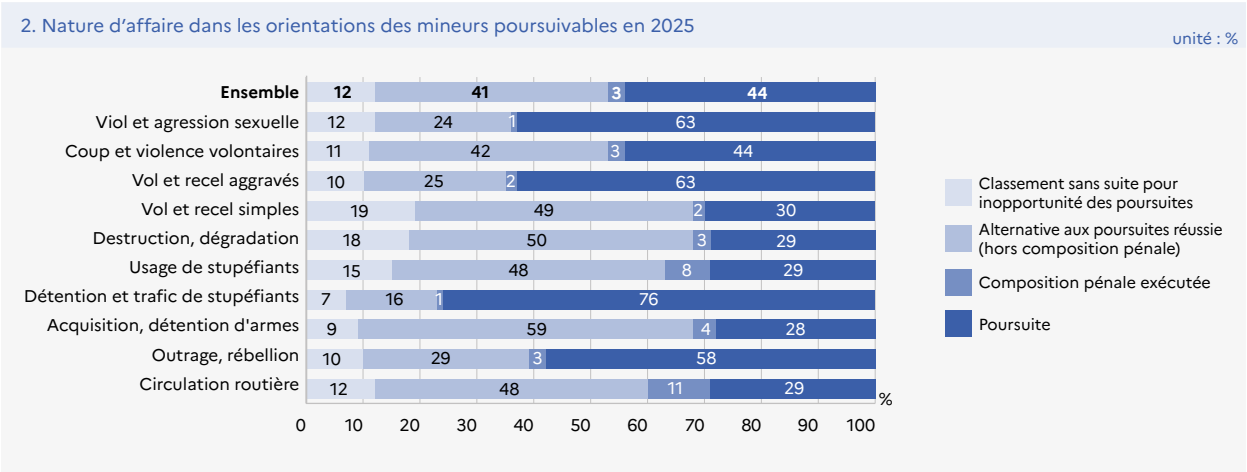
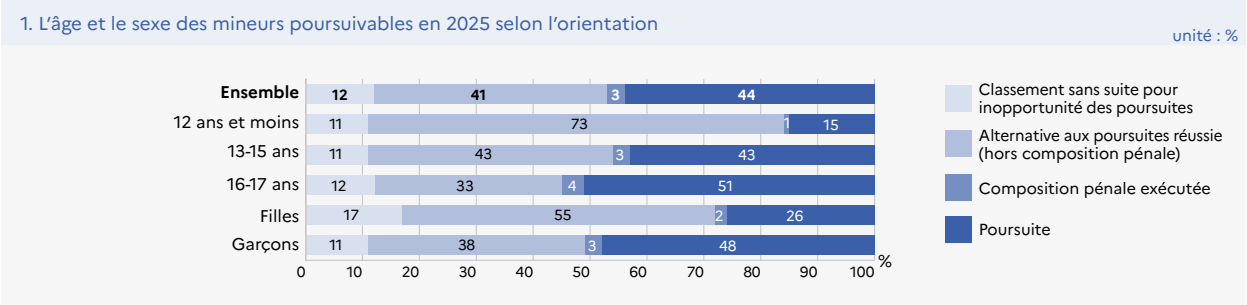
**Sanction de nature non pénale ou autre suite** : motif de classement sans suite fondé sur le fait qu’une réponse autre que pénale a été apportée à l’infraction (par exemple, exclusion de l’établissement scolaire de l’élève coupable d’un vol).

L’article L. 421-1 du CJPM instaure que quelle que soit l’orientation qu’il retient sur l’action publique, le procureur de la République apprécie s’il y a lieu de saisir les autorités compétentes en matière de protection administrative ou judiciaire de l’enfance, cette saisine pouvant être considérée comme une réponse suffisante.

Champ : France.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Pour en savoir plus : « Le Code de la justice pénale des mineurs, un premier bilan statistique à 15 mois », *Infostat Justice* 194, octobre 2023.  
« 2000-2020 : un aperçu statistique du traitement pénal des mineurs », *Infostat Justice* 186, juin 2022.



3. Les procédures alternatives réussies pour les mineurs

unité : mineur

|                                                                                        | 2021          | 2022          | 2023          | 2024 <sup>a</sup> | 2025          |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|---------------|
| <b>Alternative aux poursuites réussie</b>                                              | <b>87 463</b> | <b>65 512</b> | <b>58 633</b> | <b>54 041</b>     | <b>48 520</b> |
| <i>dont composition pénale exécutée</i>                                                | 2 697         | 2 627         | 3 377         | 3 252             | 3 363         |
| Rappel à la loi / avertissement pénal probatoire                                       | 51 355        | 31 880        | 15 751        | 9 772             | 7 619         |
| Réparation                                                                             | 10 953        | 9 410         | 10 400        | 10 878            | 10 296        |
| Médiation                                                                              | 159           | 153           | 185           | 149               | 117           |
| Plaignant désintéressé sur demande du parquet                                          | 1 956         | 1 786         | 2 061         | 1 937             | 1 561         |
| Régularisation sur demande du parquet                                                  | 4 024         | 4 723         | 7 688         | 7 425             | 7 330         |
| Injonction thérapeutique                                                               | 129           | 45            | 64            | 32                | 31            |
| Orientation sur structure sanitaire, sociale ou professionnelle sur demande du parquet | 3 743         | 3 435         | 3 889         | 3 921             | 3 519         |
| Autre suite ou sanction de nature non pénale                                           | 11 587        | 10 522        | 13 957        | 15 201            | 13 407        |
| Assistance éducative                                                                   | 851           | 842           | 1 019         | 1 121             | 933           |
| Interdiction <sup>(1)</sup>                                                            | 9             | 89            | 242           | 353               | 342           |

<sup>(1)</sup> interdiction de rentrer en contact avec les victimes, de rentrer en contact avec les coauteurs/complices

4. Les modes de poursuite pour les mineurs

unité : mineur

|                                                                                                        | 2021          | 2022          | 2023          | 2024 <sup>a</sup> | 2025          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|---------------|
| <b>Total</b>                                                                                           | <b>46 438</b> | <b>45 285</b> | <b>49 295</b> | <b>48 764</b>     | <b>48 658</b> |
| <b>Poursuites devant le juge d’instruction</b>                                                         | <b>3 067</b>  | <b>2 661</b>  | <b>3 032</b>  | <b>2 908</b>      | <b>2 706</b>  |
| <b>Poursuites devant les juridictions pour mineurs</b>                                                 | <b>43 371</b> | <b>42 624</b> | <b>46 263</b> | <b>45 856</b>     | <b>45 952</b> |
| Requête pénale simple (jusqu’au 29 septembre 2021)                                                     | 12 849        | so            | so            | so                | so            |
| Comparution à délai rapproché (jusqu’au 29 septembre 2021)                                             | 1 474         | so            | so            | so                | so            |
| COPJ aux fins de mise en examen (jusqu’au 29 septembre 2021)                                           | 13 294        | so            | so            | so                | so            |
| COPJ aux fins de jugement (jusqu’au 29 septembre 2021)                                                 | 4 547         | so            | so            | so                | so            |
| Présentation immédiate (jusqu’au 29 septembre 2021)                                                    | 156           | so            | so            | so                | so            |
| COPJ aux fins de mise à l’épreuve éducative (à partir du 30 septembre 2021)                            | 5 878         | 30 124        | 32 615        | 32 195            | 31 952        |
| Convocation par PV du procureur aux fins de mise à l’épreuve éducative (à partir du 30 septembre 2021) | 2 615         | 9 374         | 10 539        | 10 469            | 10 767        |
| Convocation par PV du procureur aux fins d’audience unique (à partir du 30 septembre 2021)             | 755           | 2 908         | 3 052         | 3 167             | 3 214         |
| Filière inconnue                                                                                       | 1 803         | 1 803         | 57            | 25                | 19            |